



PRÉFET DE VAUCLUSE

Direction départementale de la protection
des populations
Service prévention des risques techniques

ARRETE n° *SI2010-10-07-0030-DDPP*

modifiant les conditions d'exploitation de la carrière exploitée par
la Société 4 M Provence Route à Orange au lieu-dit "le Coudoulet".

LE PREFET DE VAUCUSE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

Vu le code minier ;

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles R 512-39-1 et suivants ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 3500 bis du 16 décembre 1999 autorisant la Société 4 M Provence Route à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de ORANGE, lieu-dit "le Coudoulet", et notamment son article 10 relatif à la remise en état du site ;

Vu le courrier du 5 février 2010 de la Société 4 M Provence Route sollicitant une prorogation de deux ans de la date limite de remise en état de sa carrière ;

Vu le rapport de l'Inspecteur des installations classées en date du 10 février 2010 ;

Vu l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, formation carrière réunie le 21 juin 2010 ;

Vu l'exploitant entendu ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral transmis pour observations à l'exploitant le 29 juillet 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral n°SI2010-02-17-0060 en date du 17 février 2010 donnant délégation de signature à madame Agnès PINAULT, Secrétaire Générale de la préfecture de Vaucluse ;

Considérant que la remise en état du site après exploitation de la carrière nécessite l'enlèvement des stocks de matériaux actuellement en place ;

Considérant que le rythme d'enlèvement de ces matériaux n'a pas permis de mettre le site d'extraction dans l'état prévu à l'article 10 de l'arrêté d'autorisation sus visé ;

Considérant qu'il est opportun en conséquence de proroger de deux ans l'autorisation de procéder au réaménagement et de reconduire dans le même délai l'obligation de constitution des garanties financières destinées à assurer cette remise en état ;

SUR proposition de Madame la directrice départementale de la protection des populations ;

A R R E T E

Article 1^{er} : L'article 3 de l'arrêté préfectoral n°3500 bis du 16 décembre 1999 autorisant la Société 4 M Provence Route, dont le siège social est sis « village ERO », RN 7 à Sorgues, à exploiter une carrière sur le territoire de la commune d'Orange, au lieu-dit "le Coudoulet" est complété par les paragraphes suivants :

« 2.1. à compter du 7 octobre 2009 la présente autorisation est prorogée de deux ans pour les seuls travaux de remise en état comprenant :

- l'enlèvement du stock de matériaux en place ;
- le recouvrement avec des terres végétales et la végétalisation du site.

2.2. Six mois avant l'arrêt définitif de l'exploitation, soit au plus tard le 7 avril 2011, l'exploitant devra notifier la date de cet arrêt au préfet selon les modalités définies aux articles R 512-39-1 et suivants du code de l'environnement ».

Article 2 : Le 3^{ème} alinéa de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 113 du 7 juin 1999 susvisé est remplacé par :

« Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière est de 29 000 € pour la période allant du 7 octobre 2009 au 7 octobre 2011 ».

Article 3 : Le document attestant du renouvellement de la constitution des garanties financières pour la période du 7 octobre 2009 au 7 octobre 2011, doit être adressé au préfet dès notification du présent arrêté.

Article 4 : Les dispositions antérieures, contraires ou identiques à celles du présent arrêté et ayant le même objet sont abrogées.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie d'Orange et pourra y être consultée.

D'autre part, un extrait de l'arrêté, énumérant les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie précitée pendant une durée minimale d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la direction départementale de la protection des populations – service prévention des risques techniques, le texte des prescriptions. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera adressé par les soins du maire à l'adresse suivante : services de l'Etat en Vaucluse – DDPP – 84905 Avignon cedex 9. Le même extrait sera publié sur le site internet de la préfecture.

Un extrait de l'arrêté sera inséré, par les soins de la direction départementale de la protection des populations – service prévention des risques techniques, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 6 : Le préfet de Vaucluse, la directrice départementale de la protection des populations, le maire d'Orange, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Provence- Alpes- Côte d'Azur, unité territoriale du Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à l'exploitant.

Avignon le **07 OCT. 2010**
Pour le Préfet et par délégation,
La secrétaire générale,



Agnès PINAULT

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Nîmes conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du titre 1er du livre V du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le délai est porté à 6 mois pour les tiers. Le texte de cet article est annexé au présent arrêté.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas le délai précité.

ANNEXE

Article L514-6

I.-Les décisions prises en application des articles L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1 à L. 514-2, L. 514-4, L. 515-13 I et L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction. Elles peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les dispositions du 2° du I ne sont pas applicables aux décisions concernant les autorisations d'exploitation de carrières pour lesquelles le délai de recours est fixé à six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

II. - Les dispositions du 2° du I ne sont pas applicables aux décisions concernant les enregistrements pour lesquelles le délai de recours est fixé à un an à compter de la publication de l'acte d'enregistrement, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

Elles ne sont pas non plus applicables aux décisions concernant les autorisations d'exploitation d'installations classées d'élevage, liées à l'élevage ou concourant à l'exécution de services publics locaux ou de services d'intérêt général pour lesquelles le délai de recours est fixé à un an à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

III. — Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.